MORT DE L'ACTIVISTE DE LA LUCHA, FREDDY KAMBALE

JOURNEE INTERNATIONALE POUR L'ELIMINATION DE LA FISTULE OBSTÉTRICALE A L'HÔPITAL DE PANZI

CONSTRUCTION DE 42 MAISONS A KATANA, KAVUMUM ET KALEHE

VIOL DE 14 PETITS GARÇONS PAR UN PASTEUR A BUKAVU

PANZI NEWS

Archives - Crédit : AFP

Dr Denis Mukwege: « La Pandémie Covid-19 ne doit pas nous faire oublier les massacres endémiques en République démocratique du Congo »

Alors qu'en date du 22 mai, on évalue à près de 480 000 personnes déplacées en RDC lors des 7 dernières semaines, fuyant les massacres et la violence, le Prix Nobel de la Paix adresse un message d'urgence

« La crise du Covid-19 ne doit pas nous faire oublier les atrocités qui se poursuivent à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) dans l'indifférence.

Nous ne devons pas oublier l'instabilité et la crise sécuritaire qui s'aggrave dans de nombreuses régions de l'Est du pays.
Les massacres sur les populations civiles déjà traumatisées par plus de 20 ans de cycles de violences et de conflits se poursuivent comme de simples faits divers, et passent encore davantage sous silence dans le contexte de la crise sanitaire que nous traversons.

Nous condamnons fermement les tueries et les actes de violence extrême commis ces derniers mois dans la Province de l'Ituri, notamment dans les territoires de Djugu et de Mahagi.

C'est à juste titre que la Haute-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Madame Michèle Bachelet, avait déclaré lors d'une visite officielle en Ituri au mois de janvier que ce type d'actes pouvait constituer des crimes contre l'humanité et que « cette tragédie a trop duré et doit cesser ».

Pourtant, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés rapportait le 8 mai qu'au moins 274 civils avaient été tués et plus de 200000 personnes forcées de fuir leur foyer durant ces trois derniers mois dans la Province de l'Ituri.
Les massacres et les pillages se succèdent depuis le début de l'année et la population fait face à une vague de violence particulièrement odieuse et brutale : chaque jour, des civils innocents sont décapités, des femmes sont violées, des villages sont incendiés, entrainant des déplacements massifs de la population de cette Province qui a déjà trop souffert de la guerre.

Dans la nuit de samedi à dimanche 17 mai, une vingtaine de personnes ont encore été massacrées à la machette à Djisa, en chefferie de Bahama Nord, dans le territoire de Djugu et parmi les victimes, on compte notamment des enfants, des femmes et des personnes âgées.

Ces tueries largement attribuées à la milice CODECO risquent de provoquer la formation de nouvelles milices d'autodéfense et d'attiser encore les violences intercommunautaires si les forces de sécurité nationales et de la MONUSCO ne parviennent pas à stabiliser la situation.

Au Nord Kivu, des milices poursuivent également leurs exactions dans l'impunité. Les ADF ont encore massacré 7 personnes ce dimanche 17 mai à Kokola, à proximité de Beni, où près de 1500 morts sont imputés à ce groupe armé depuis 2014.
Au Sud-Kivu, les armées rwandaises et burundaises se battent par groupes armés interposés dans les hauts-plateaux de Minembwe, détruisant tout sur leur passage.

Et dans le Tanganyika, les Zambiens qui, jusque-là, avaient entretenu de bonnes relations de voisinage avec la RD Congo, à l'instar de nos voisins de l'Est, ont récemment envahi notre territoire avec des conséquences incalculables pour notre population.

Il faut mettre fin à la violence. L'instabilité et les massacres à répétition ne peuvent rester sans réponse.
Face au Covid-19, le gouvernement a montré qu'il peut faire preuve de volonté politique, et prendre les mesures de prévention qui s'imposent, et ainsi sauver des vies.

Il y a urgence pour nos autorités à démontrer également une réelle volonté politique pour mettre fin à l'insécurité à l'Est de la RDC, et prendre les mesures nécessaires pour prévenir la non répétition des violences à grande échelle que notre population subit depuis plus de 20 ans.

Les solutions existent. Elles ont été listées dans les recommandations du Rapport Mapping du Haut-Commissariat des Nations Unies publié il y a 10 ans : établissement d'un tribunal international pénal pour la RDC et/ou de chambres spécialisées mixtes, mécanismes d'établissement de la vérité, programmes de réparation, et réforme profonde des secteurs de la sécurité et de la justice.

Le temps est venu de déterrer le Rapport Mapping car les victimes d'aujourd'hui et d'hier ont droit à la justice, à la vérité, à des réparations et à des garanties de non renouvellement face à ces atrocités qui doivent tous nous interpeller et qui doivent susciter des actions fortes des autorités congolaises et de la communauté internationale. »

Le projet de rénovation et de construction de maisons pour les plus vulnérables entrepris par la Fondation Panzi boucle sa première étape à Kavumu »

L'action se poursuit en faveur de survivantes de violences sexuelles et de femmes vulnérables dans l'axe Kavumu, Katana et Kalehe. 42 maisons sont en cours de rénovation ou de construction et 9 premières bénéficiaires sont déjà installées dans un logement décent.

Ce 22 mai dernier, Panzi News s'est rendu à Kavumu afin d'échanger avec plusieurs bénéficiaires du projet et de recueillir leurs témoignages. La plupart des familles bénéficiaires de cette action vivaient dans des conditions de précarité insoutenables, croupissant dans des bâtisses qu'elles qualifient elles-mêmes de « nids d'oiseau ». Leurs maisons ont aujourd'hui un sol pavé ainsi qu'une toiture les mettant à l'abri des intempéries, des nuisibles et des insectes.
Sur place, nous avons rencontré des femmes courageuses et motivées qui inspectent avec intérêt chacune des finitions sur le chantier de leurs maisons.

Pascasia M'Chiroyi est survivante. Après avoir été prise en charge médicalement, elle a reçu un appui psychologique et a suivi plusieurs formations à la Fondation Panzi. A son arrivée à l'Hôpital de Panzi, elle ne savait ni lire ni écrire, aujourd'hui elle est la secrétaire de la Mutuelle de Solidarité Busime Nyamakana. Deux de ses enfants sont scolarisés à travers le Projet Dorcas Rurale de la Fondation Panzi et elle a reçu une subvention pour initier sa propre activité génératrice de revenu. Veuve, Madame M'Chiroyi s'est retrouvée dans une situation catastrophique avec ses enfants, elle ne pouvait pas leur assurer un logement décent. Il y a quelques jours, elle a passé sa toute première nuit dans sa nouvelle maison à trois chambres. Elle explique avec joie y dormir paisiblement.
Après son passage à la Fondation Panzi Mama Pascasia est devenue une véritable leader dans sa communauté et elle espère que beaucoup d'autres femmes vulnérables de sa communauté pourront également bénéficier d'une telle assistance : « Alors que je ne savais même pas écrire mon nom, j'ai pu bénéficier de cours d'alphabétisation, ça change d'autant plus la vie pour une personne de mon âge. Lorsque mon mari est tombé gravement malade, il a été pris en charge à l'Hôpital de Panzi. Il ne s'en est pas sorti, mais ma famille a pu se relever grâce à tout ce qui était mis en place pour nous aider. En plus de la prise en charge, de la scolarisation des enfants et de la capacitation que nous avons reçus, on nous a également octroyé une subvention en espèce qui nous permet d'organiser des petits commerces.
J'apprécie particulièrement mon rôle dans la Mutuelle de Solidarité que nous avons organisé ici à Kavumu. Nos membres arrivent à évoluer et à développer leurs activités pour subvenir aux besoins de leurs familles.
Vous savez, après la mort de mon mari, la maison dans laquelle j'habitais s'est complètement détériorée, le capital que j'avais ne me permettait pas de suivre. Seule, j'étais incapable de payer les matériaux de construction.
Ce projet est une aubaine pour nous. Je ne peux pas m'empêcher de remercier Papa Mukwege. Que Dieu le bénisse.
J'espère que beaucoup d'autres femmes pourront être aidées afin de devenir indépendantes comme moi et de vivre dans de bonnes conditions. »

© Photo John ACHIZA

Nous rencontrons ensuite Jeannette M'Kanihula. Rejetée et stigmatisée par sa famille et sa belle-famille, chassée du domicile familial par son mari ; elle s'est retrouvée seule à élever ses enfants. Après un séjour à l'Hôpital de Panzi, elle a eu recours à l'assistance de la Clinique Juridique de la Fondation Panzi, en son antenne de Kavumu. Grâce au procès, elle a récupéré une petite parcelle pour élever ses enfants. C'est sur cette parcelle que sa nouvelle maison a pu être construite. Grâce à une petite subvention, Madame M'Kanihula a pu démarrer une activité génératrice de revenu qui progresse bien : « Je suis passé par des moments difficiles. J'ai été soignée et prise en charge à Panzi. A mon retour, j'ai été chassée par mon mari, qui avait aussi pris une autre femme. Comme je n'avais plus d'endroit où abriter mes enfants, je suis partie expliquer mon cas à la Clinique Juridique qui m'a aidée à revendiquer mes droits ! Et voilà comment j'ai eu cette parcelle. A cette époque, mes enfants avaient bricolé un petit logis en feuilles de bananiers dans lequel nous vivions.
Je suis reconnaissante envers toute cette organisation mise en place par les équipes du Dr Mukwege pour que nous puissions bénéficier d'une telle assistance. Je rends grâce à l'Eternel. Ma joie est si grande que je me sens capable de voler dans les airs. Je n'aurais jamais pu imaginer posséder ma propre maison, une maison pavée à cet âge. C'est la première fois de ma vie que je nettoie une maison carrelée. »

Ce projet de construction de 42 maisons est appuyé financièrement par la Croix Rouge du Luxembourg. Après l'étape de Kavumu avec les 9 premiers logements, l'étape de Katana vient d'être amorcée. Le projet octroie également des semences et du bétail pour l'élevage.

© Photo John ACHIZA

« A la Maison Dorcas, les écoliers s'organisent malgré la pandémie »

© Photo Bernardin SEBAHIRE

La Maison Dorcas est une maison de transit située dans le quartier de Panzi à Bukavu sur le même site que la Fondation Panzi. La Maison Dorcas accueille des femmes et des enfants qui se reconstruisent psychologiquement. Ils y suivent également des formations qui aideront plus tard à leur réinsertion socio-économique.

Les jeunes enfants en transit à la Maison Dorcas n'ont pas déchiré leurs cahiers en cette période de confinement imposée par le coronavirus. Ces derniers inscrits dans les établissements scolaires du quartier sont pris en charge sur le plan scolaire par la Fondation Panzi.
Pour ne pas oublier les leçons apprises depuis deux mois, la plus âgée des bénéficiaires se met à la disposition des cadets et les encadre. Des séances d'études ont lieu chaque matin de 8 heures à 10 heures en attendant la réouverture des écoles. Bravo à nos enfants !

« Parce-qu'un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir, on se souvient »

Quand la tragédie nous visite avec le déni de mémoire, l'inégalité au tombeau s'impose royalement !

Une tribune satyrique du Professeur Alphonse Maindo
Chercheur et politologue, professeur de sciences-politiques à l'Université de Kisangani

Il y a vingt ans, des éléments du RCD tuaient des centaines de civils dans le village de Katogota en territoire d'Uvira au Sud-Kivu. Près de 350 personnes y perdaient la vie pour avoir simplement été dans ce village perdu le 14 mai 2000. Ce carnage populaire est l'un des innombrables massacres inaugurés par l'AFDL avec le soutien de l'oncle oriental et qui se poursuivent encore aujourd'hui dans les quatre coins du pays. Au début circonscrits dans la partie orientale du territoire, les charniers se sont répandus partout, n'épargnant aucune contrée congolaise. Les fosses communes, quand il y en a encore car les tueurs sont de plus en plus des effaceurs, sont devenues légion. Pour certains responsables d'Etat, ces fosses communes sont des tombes communes pour des indigents dont les dépouilles sont abandonnées par leurs misérables familles.

Rien n'est plus vrai tant ils ont mis le pays en coupe réglée, traquant le moindre sous pour l'empocher au détriment du petit peuple. Même la venue du fils de celui qui a martelé à tue-têtes « le peuple d'abord » ne semble rien y faire. Le peuple attendra toujours. Les chefs d'abord, tel est la norme de la république très décorative du Congo où les morts, mutilés par des miliciens, *coronisés* par le Covid-19 ou assommés par la faim voire foudroyés par la maladie, décorent le calendrier des Congolais et le paysage national. À y regarder de près, c'est presque chaque jour que l'on devrait dédier à la mémoire des victimes successives de la barbarie meurtrière des assoiffés du pouvoir, de richesses et de sang humain. Oui, à y regarder à l'œil libre, on constate vite que chaque centimètre carré du pays a reçu un corps sans vie innocent.

Que fait-on des bourreaux ? Rien à faire d'eux. Non, que dis-je ? La république en fait des héros de la barbarie impitoyable : ils sont récompensés, élevés en dignité ou honorés proportionnellement à l'ampleur ou au nombre de leurs forfaits. Impossible de les manquer. Ils sont devenus incontournables tant ils sont partout dans les instances, les échelons et les entreprises d'Etat: hauts gradés des forces de défense et de sécurité, membres du gouvernement ou de l'assemblée, cadres supérieurs d'entreprises publiques, etc. Ils sont célébrés et acclamés pour leur réussite, mieux, ils sont redoutés et redoutables. Gare à ceux qui, comme Chebeya ou Mukendi attirés par l'odeur des cadavres, osent mettre le nez dans leur cuisine. Je devrais plus exactement dire : « malheur à eux », car ils finissent par sentir eux-mêmes l'odeur du cadavre avant d'avoir vu les cadavres dont ils avaient reniflé l'odeur.

En république décriée du Congo, il ne fait pas bon de fouiner dans les tombes ou les fosses. On y laisse souvent sa peau. Le premier citoyen de ladite république l'a si bien compris qu'il préfère récupérer les fruits de « la coop » et s'abstenir absolument de fouiner dans le passé. C'est trop dangereux : qui s'y frotte s'y pique et meurt. Vaut-il la peine de risquer sa vie en fouineur ou en flâneur autour des propriétés de ces maitres de la vie, du temps et de l'espace ? Pas la peine du tout, nous murmure-t-on à l'oreille, tant est vrai que l'on n'aura même pas la consolation d'une égalité au tombeau. Après une vie misérable et exécrable, ils n'auront même pas, pour la plupart des massacrés, droit à une petite tombe où reposer en paix pour l'éternité. Inégalité jusqu'au tombeau ! Les maitres de la vie, du temps et de l'espace veillent bien à entretenir l'oubli de leur souvenir. Ils ne ménagent aucun effort pour effacer la mémoire des victimes de leur œuvre grandiose de nettoyage de la nation de la vermineuse populace et ses quelques illuminés. Et ce pour mieux pérenniser leur domination totale, incontestable et incontestée sur les biens et les hommes.

Pourquoi meurent-ils ainsi en masse, souvent fauchés au printemps de leur vie ? Quelle question idiote. Ils sont morts pour rien dans l'indifférence générale et éternelle. Et pourtant, il y en a toujours à se lever pour reprendre leur flambeau en refusant l'asservissement. A la suite et à l'instar de ces héros populaires, moi aussi je crie en ce 14 mai 2020 ma révolte face à cette tragédie interminable. Je dis non. Je refuse de me résigner et de me courber. Je crierai fort, très fort, à tue-tête, même seul, la mémoire de ces damnés de la terre qui n'ont jamais eu aucun droit. Jusqu'à me faire entendre par le Juge Suprême dont la sentence est implacable et la justice irréprochable ! Quand bien même l'injustice humaine m'empêche de les honorer par différents mécanismes, je trouverai les moyens de faire parvenir ma douleur et ma colère auprès de la Justice éternelle qui, elle, finit toujours par rendre ses sentences impavides et placides. Pourquoi refuser la mémoire aux morts ? Leur souvenir hante-t-il à ce point la conscience, que dis-je, l'inconscience de leurs bourreaux qui en perdent le nord et deviennent insomniaques avec des nuits cauchemardesques ?

L'Égalité au tombeau, comme l'a immortalisé un artiste populaire congolais, n'est plus qu'un mirage dans la très démoniaque république du Congo. Eh oui, un mirage de plus autant que les autres droits solennellement proclamés, gravés dans le marbre par la constitution. On nous a toujours chanté l'égalité au tombeau, mais la réalité est grandement différente. Nous ne naissons pas égaux, nous mourons tous, mais nous ne sommes tous logés à la même enseigne à 6 pieds sous terre. Certains n'ont même pas de sépulture et sont laissés à la merci des vautours et des charognards, pour d'autres leurs proches n'ont même pas droit à un deuil, à la mémoire de leurs disparus. Où est l'égalité ?

Expédiés, expatriés ad patres sans ménagement, sans dignité et dans une cruauté telle que l'on peut même en arriver à envier l'abattage de bovins et caprins dans nos abattoirs (dans lesquels, là, au moins, nos vétérinaires prennent bien soin de ces bêtes pour leur éviter une fin traumatisante qui serait néfaste pour la qualité de la viande). Ces bêtes valent donc mieux que les pauvres misérables humains assommés, écrasés et broyés par la machine infernale et impitoyable de ces animaux qui ne s'offusquent pas de massacrer l'humain, de nier l'humanité (voire l'animalité) de leurs victimes, qu'ils considèrent comme des bêtes humaines pour qui une fin traumatisante n'est pas bonne pour le repos de leurs âmes et la mémoire de leurs proches et pour les survivants.

Même le scrutin cacheté par la cour constitutionnelle constituant les nouveaux maîtres de la vie ne semble pas améliorer l'état de ce pays devenu un immense cachot couvert de sang et de sueur. Le CACH, le cap pour le changement, ne change rien à l'édifice. Au contraire, le CACH cache mal le paiement en cash qui permet de perpétuer l'amnésie collective.

Tous les bourreaux finissent souvent leur course terrestre tourmentée par le souvenir de ceux dont ils nient la mémoire après les avoir sauvagement massacrés ou réduits à des loques humaines. Tel est le lot de tous les bourreaux, grands ou petits, d'hier et de demain. Retrouvons notre humanité, en rétablissant ne fût-ce que l'égalité au tombeau. La vie est sacrée. Entretenons la mémoire collective et individuelle éternelle de nos frères et sœurs de Katogota massacrés parce qu'ils étaient simplement des êtres humains.

© Photo Ston BIRIDWA

« 14 petits garçons violés par un pasteur à Bukavu »

Ils sont 14 garçons entre 8 et 14 ans à être pris en charge par l'Hôpital de Panzi depuis la fin du mois d'avril. Violés par un pasteur, les enfants confient avoir été plusieurs fois abusés par cet homme qui a acheté leur silence contre des petits cadeaux. Le cauchemar aura duré plusieurs semaines.

D'après les parents, le supplice durait depuis plus d'un mois. Le trentenaire isolait les jeunes enfants et abusait d'eux.
Sa réputation d' « homme de Dieu » lui aura permis de ne pas être suspecté par sa famille qui l'hébergeait, malgré la récurrence des actes. Il a fallut que l'une des victimes, psychologiquement à bout, se confie à ses parents pour que le pédophile et les autres victimes soient identifiés. Le présumé auteur a alors été déféré devant la justice et les enfants ont été conduits à l'Hôpital de Panzi où ils ont été pris en charge médicalement et psychologiquement.

Dans un état de souffrance et de stress psychique, les enfants présentaient un mélange de tristesse, de peur et de honte, comme l'a spécifié Evariste Kajibwami, l'un des psychologues cliniciens qui suit les enfants depuis leur arrivée à l'Hôpital de Panzi : « Les enfants se sentent souillés, ils ont l'impression d'avoir « offensé Dieu » ou qu'ils seraient devenus impurs ». Pourtant, Evariste Kjibwami reste optimiste quant au devenir de ces jeunes victimes : « Comme ils sont venus à temps à l'hôpital, il y a des chances qu'ils ne développent pas de troubles trop importants dans l'avenir, mais il est certain que de tels actes ont des répercussions énormes sur l'état psychique des victimes. Avec la prise en charge holistique dont ils bénéficient aujourd'hui avec le Modèle de Panzi, j'espère que l'on pourra éviter le pire pour ces enfants ».

Arrivé de l'ancienne province orientale, le pédophile vivait chez sa grande soeur à Bukavu, dans la commune de Kadutu. L'homme, se présentant comme pasteur, a été appréhendé par les forces de l'ordre avant d'être déféré devant la justice.
Saisie de la situation, la Clinique Juridique de la Fondation Panzi assiste les victimes et suivra le dossier jusqu'à ce que justice soit faite.

Panzi News rend hommage à George Floyd sauvagement assassiné par la police américaine le 26 mai 2020 à Minneapolis, ainsi qu'à tous les africains-américains victimes de la sauvagerie policière raciste aux USA

Le Dr Christine Amisi distribuant des pagnes aux patientes de l'Hôpital de Panzi ce 23 mai

© Photo Ston BIRINDWA et Arsène LWABANJI

Journée Internationale pour l'Elimination de la Fistule Obstétricale 2020

L'Hôpital de Panzi a marqué le coup pour la Journée Internationale pour l'Elimination de la Fistule Obstétricale avec pour thème cette année: "Mettre fin aux inégalités de genre, aux inégalités en matière de santé, mettre fin à la fistule obstétricale »

A cette occasion, le Dr Christine Amisi, coordinatrice du programme « Fistules » à l'Hôpital de Panzi et secrétaire exécutive de la Fondation Panzi a lu le discours du Dr Mukwege.

« Le 23 mai de chaque année, le monde célèbre la Journée Internationale pour l'Elimination de la Fistule Obstétricale. Cette journée vise essentiellement à sensibiliser la société sur ce fléau qui, dans le monde, frappe 2 à 3 millions de femmes, essentiellement dans les pays à faibles revenus d'Afrique Sub-saharienne, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes, et j'en passe. Chaque année 50 à 100.000 femmes sont affectées.

En République démocratique du Congo, on estime la prévalence à 42 000, et l'incidence annuelle des cas de fistules est estimée à 5.000 à 7 000 cas.

La fistule est une communication anormale entre le vagin et la vessie ou le rectum, due à un arrêt prolongé du travail en l'absence de soins obstétricaux. Le contenu de l'intestin ou de la vessie peut alors passer à travers la fistule pour déboucher dans le vagin. Elle provoque ainsi une fuite d'urines et/ou des selles par le vagin. Elle entraîne à plus long terme des problèmes médicaux chroniques.

C'est donc un des handicaps dévastateurs à long terme lié au travail prolongé, lorsque la tête du bébé est coincée contre le bassin de la mère, entraînant une blessure des tissus mous. Dans la plupart des cas, le bébé meurt et la mère se retrouve avec des fuites d'urine ou d'excréments ou les deux.

Les difficultés intervenant dans la prise en charge de cette pathologie sont à la base d'un calvaire qui commence juste après l'acte d'accouchement pour la femme porteuse de fistule. Alors qu'enfanter devrait être un de moments les plus précieux, pour près de 2 millions de femmes, cet acte est porteur de risques énormes notamment les fistules.

Outre les conséquences physiques, de graves stigmates sociaux l'accablent. Souvent la femme est abandonnée par son conjoint et par sa famille. Elle tombe ainsi dans un isolement social inhumain.

A côté de la honte ressentie et l'opprobre de la puanteur, l'insuffisance des moyens financiers la fait sombrer dans la pauvreté. A ce lourd fardeau s'ajoute le rejet de l'entourage motivé par les représentations populaires fortement marquées par la peur de la sorcellerie. Dans cet imaginaire, il ne saurait être question de manifester à son égard un quelconque sentiment de compassion.

La plupart des victimes des fistules obstétricales sont issues des catégories sociales les plus défavorisées car, en plus de vivre souvent en zones rurales, loin des formations sanitaires, elles n'ont pas les moyens financiers pour se faire soigner.

Pourtant, la fistule est évitable et traitable. L'accès aux soins obstétricaux préventifs et d'urgence est indispensable pour la prévenir. De même, la lutte contre la malnutrition, la réduction des grossesses précoces et la planification familiale constituent une importante stratégie pour s'assurer que la femme est physiquement apte à accoucher sans risque.

Dans le contexte des pays à ressources limitées, la fistule pourrait à juste titre être considérée comme l'un des indicateurs les plus visibles de la disparité entre les riches et les pauvres et des inégalités femme-homme. D'autant plus que l'on y observe une véritable féminisation de la pauvreté.

A l'Hôpital de Panzi et à la Fondation Panzi, c'est depuis 1999 que nous prenons en charge les femmes affectées par cet handicap. Depuis 20 ans, nous avons réparé 6957 femmes porteuses de fistules dans 15 des 26 provinces de notre pays.

Notre action s'articule autour de trois axes :

- La sensibilisation, l'identification des malades et la formation des professionnels de la santé,

- Le traitement des femmes atteintes de fistules; et leur réadaptation,

- L'autonomisation économique et la réinsertion dans leurs communautés des femmes ayant bénéficié de réparation.

Notre expérience suggère qu'il n'y pas de fatalité. Il n' y'a pas de raison pour une femme de subir ad vitam le traumatisme de la fistule obstétricale. Il n'y a pas de raison pour une femme de vivre

© Photo Ston BIRINDWA et Arsène LWABANJI

dans l'isolement social et l'indignité engendrés par ce problème. Il n'y a absolument aucune raison de ne pas agir lorsque le système de santé a fait défaut à une femme, souvent à cause de sa situation économique et sociale.

Cette année, la célébration de cette Journée Internationale pour l'Elimination de la Fistule Obstétricale tombe dans un contexte mondial difficile, dominé par les conséquences physiques, sociales et économiques liées à la pandémie du Coronavirus.

La quasi-totalité des pays qui, jusqu'aujourd'hui, soutiennent financièrement la lutte contre les fistules et les réparations chirurgicales des femmes, connaissent ou connaitront dans les jours à venir une crise financière qui limitera sensiblement leurs capacités à subventionner cette lutte.

Malgré ce contexte international difficile, notre message d'aujourd'hui est d'appeler la communauté internationale, les pays donateurs et l'ensemble des Etats du monde à continuer à considérer l'élimination de la fistule obstétricale comme une priorité et un des indicateurs de la civilisation de notre monde.

Pour ce faire, les Etats et l'ensemble de nos sociétés devraient restés mobilisés sur :

- L'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles,
- L'élimination de la malnutrition et de la pauvreté féminine,
- La lutte contre les mariages et les grossesses précoces,
- L'accroissement de l'accès aux soins obstétricaux de qualité et à la planification familiale,
- L'accroissement de l'instruction et de la scolarisation des femmes et des filles
- Le renforcement de l'autonomisation socio-économique de la femme
- La formation des professionnels de la santé et des futurs professionnels de santé sur la fistule obstétricale ;
- La sensibilisation et le renforcement de l'implication des médias, de la société civile et des communautés dans la lutte contre la fistule,

La fistule est un indicateur d'échec du système de soins de santé maternelle et infantile. Il est évident que partout où vous trouverez la fistule, vous y trouverez également des femmes qui meurent de grossesse. L'élimination de la fistule obstétricale est un défi pour nos formations sanitaires, pour nos communautés, pour nos Etats et pour notre humanité commune, car elle s'ancre dans les droits de la femme et dans le droit de chaque individu à vivre dans la dignité.

© Photo Ston BIRINDWA et Arsène LWABANJI

« Tribune à la jeunesse congolaise »

« Freddy Kambale, un jeune militant tué pour la paix à Beni »

« Si gros que soit le baobab, il est né d'une graine», dit-on. Frédéric-Marcus Kambale, jeune militant du mouvement citoyen LUCHA (Lutte pour le Changement) faisait sans doute partie de ces jeunes qui allaient devenir des baobabs en République Démocratique du Congo. Mais le 21 mai 2020, il est lâchement assassiné par la Police Nationale Congolaise. Son seul crime : Avoir réclamé la fin des massacres dont sont victimes les populations civiles de Beni depuis plusieurs années maintenant. En assassinant Freddy, un jeune sans défense, le policier et ses supérieurs se sont rendus complices des massacres perpétrés chaque jour à Beni.

Alors que le mouvement citoyen LUCHA organisait une manifestation dans un terrain de football à Beni pour réclamer la fin des massacres, un policier a ouvert le feu sur les manifestants tuant, sur le champ, Freddy Kambale et blessant deux autres manifestants. Des images du cadavres de Freddy Kambale gisant au sol ont aussitôt fait le tour des réseaux sociaux et ont suscité une grande indignation à travers le monde. Défenseur des droits humains, activistes de la société civile, organisations internationales, etc. Personne n'est resté indifférent à l'assassinat de ce jeune congolais qui n'avait que 20 ans.

Au-delà de l'indignation mondiale suscitée par la mort de Freddy Kambale, celle-ci a permis de mettre sous le feu des projecteurs les insuffisances de la Police Nationale Congolaise pour qui la vie humaine n'est plus sacrée. Il y a six mois, Obadi Muhindo, un autre militant de la LUCHA mourait dans les mêmes circonstances. A lui s'ajoutent plusieurs autres congolais ayant perdu la vie du fait de l'incompétence des policiers congolais lors de manifestations pacifiques. Cette énième bavure policière a également le mérite de mettre sous le feu des projecteurs le manque de rigueur dans le recrutement des forces de l'ordre dont font preuve les autorités congolaises.

Émus et déterminés à rendre hommage à leur camarade de lutte, plusieurs militants de la LUCHA se sont mobilisés le 26 mai dernier pour une cérémonie d'adieu à ce héros mort pour un Congo juste : « Ta mort ravive notre indignation et notre volonté de poursuivre la lutte, notre détermination à porter plus haut cette flamme de la liberté même au prix du sacrifice suprême auquel tu as consenti », pouvait-on entendre dans l'oraison funèbre des militants de la LUCHA lors des obsèques de Freddy Kambale.

Dans un pays où musicien et hommes politiques véreux sont élevés au rang de héros après leur mort, le silence des autorités actuelles face à la mort de Freddy Kambale doit interpeller plus d'un. Il mérite une reconnaissance et des hommage de la République qui aurait profité des fruits de son combat. Motivés par la lutte du défunt, plusieurs jeunes de Beni ont, après son enterrement, rejoins le mouvement pour apporter leur pierre à l'édifice. Alors que le policier et ses supérieurs croyaient affaiblir la LUCHA en assassinant l'un de ses militants, ils ont, sans doute, été surpris de la force que cette mort a procuré à ce mouvement de jeunes congolais qui, depuis plus de 8 ans, bravent la prison, les menaces et parfois la mort dans leur combat pour un Congo de justice et de prospérité.

Moïse Makangara
Journaliste

Freddy-Marcus Kambale, nous te rendons un vibrant hommage

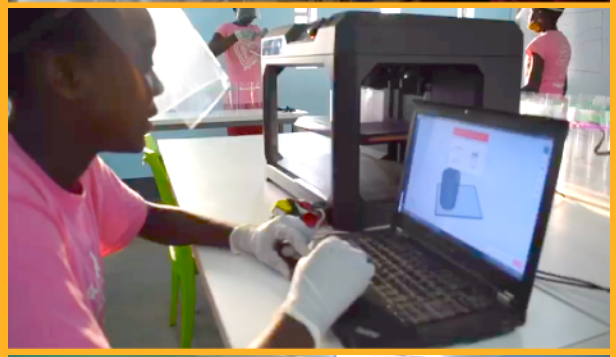
« 150 Visières Anti-Projection de l'équipe de scientifiques congolais Covid-19 DRC ont été remises au Dr Denis Mukwege pour l'Hôpital de Panzi »

Depuis la fin du mois de mai, la courbe de la pandémie au Covid-19 flambe un peu partout dans le pays, alors ces visières « made in RDC » arrivent à point nommé.

Initiée par le Professeur Mboyo Esole, l'équipe Covid-19 DRC agit aujourd'hui dans plusieurs coins de la république. Alors que les premiers lots étaient réalisés avec les imprimantes disponibles dans chaque zones, Covid-19 DRC a aujourd'hui acquis ses propres imprimantes en 3D grâce à un financement participatif lancé il y a plusieurs semaines. À l'Ecole Malaika de Noella Musunka dans le village de Kalebuka, les jeunes filles du cours de mathématique et de sciences de Jonathan Mboyo Esole ont, elles aussi, lancé la production des Visières Anti-Projection en programmant joyeusement la machine avec leurs couleurs préférées, vert et violet. Elles travaillent d'arrache pied pour fournir les hôpitaux de Lubumbashi afin de les aider à affronter le virus. Sur Kinshasa, la production avec les imprimantes de Covid-19 DRC a également commencé et produit jour et nuit. On attend l'arrivée des imprimantes 3D à Bukavu où les locaux de la Fondation Panzi du Docteur Mukwege devraient les accueillir dans les prochains jours. On rappelle que le premier lot de Visières Anti-Projection imprimé en 3D à l'Institut Français avait été assemblé par Julienne, survivante et aujourd'hui formatrice au sein du Projet Bijouterie de la Fondation Panzi. A la réception des visières, le Docteur Mukwege s'est dit fier de voir l'ingéniosité de la jeunesse congolaise et cette capacité à créer et à s'unir pour aider la communauté : « J'espère que cette solidarité en temps de crise continuera après la pandémie ».

L'effort collectif en ces temps de crise sanitaire est primordial pour l'équipe Covid-19 qui a comme vision prioritaire l'empowerment des femmes notamment par la science : « Des femmes considérées comme vulnérables ou des jeunes écolières d'un village sont aujourd'hui en première ligne pour lutter contre le virus » explique fierté Jonathan Mboyo Esole.

Dans une société congolaise où dans certaines régions le patriarcat persistant, hérité de la colonisation, relègue la femme au second plan ou la rabaisse ; cette valorisation de l'expertise de ces femmes considérées comme vulnérables donne une belle leçon de vie et d'espoir pour l'avenir de notre pays.



1. Le Docteur Mukwege recevant les Visières Anti-Projection de l'équipe Covid-19 DRC assemblée par Julienne de la Fondation Panzi

2. Programmation de l'impression 3D par une jeune fille de l'Ecole Malaika à Kalebuka

3. Les jeunes filles de l'Ecole Malaika en plein assemblage des visières Anti-Projection qui seront distribuées dans des hôpitaux de Lubumbashi pour protéger le personnel soignant

4. Production des Visières Anti-Projection à Kinshasa par Sharon-Rose KAPINGA KABULWE, étudiante en troisième graduat physique à la faculté des sciences de l'UniKin

LE MODELE DE PANZI

Élaboré par le Docteur Mukwege, le Modèle de Panzi organise une prise en charge globale des survivant.e.s de violences sexuelles s'articulant autour de 4 piliers qui permettent aux survivant.e.s de se reconstruire, d'être indépendantes et de se réinsérer dans la société de façon pérenne, notamment en passant par nos One Stop Centers.

© Photo Josh ESTEY

Arrivée au One Stop Center

Hôpital de Panzi, Centre Hospitalier de Mulamba, le Centre Hospitalier de Bulenga ou la Clinique Panzi de Kinshasa

Départ du One Stop Center

Activités réalisées dans chaque pilier au sein des différents projets de la Fondation Panzi, à l'Hôpital de Panzi, dans nos centres hospitaliers et dans toutes les zones dans lesquelles nos projets sont actifs

Période du 25 avril 2020 au 25 mai 2020

PILIER MÉDICAL

Nous notons ce mois-ci encore un ralentissement important des activités suite aux mesures de contingence adoptées en raison de la pandémie de Covid-19.

En résumé:

- ***179*** patients survivant.e.s de violence sexuelles pris en charge (45 à l'Hopital de Panzi, 4 au Centre Hospitalier de Bulenga, 40 dans les structures Tushinde-PEP, 8 dans la structure du projet Tushinde de Bunyakiri, 51 à Nundu et 31 à Fizi). Parmi ces patient.e.s, 68 étaient éligibles à la prévention PEP ; 10 d'entre eux étaient des garçons entre 8-14 ans victimes de viols de la part d'un même bourreau, un pasteur de Bukavu. Tous ces patients ont bénéficié de l'accompagnement psychosocial du Modèle de Panzi.

- ***3*** patientes ont été opérées pour prolapsus génitaux (2 à l'Hopital de de Panzi et 1 au Centre Hospitalier de Bulenga)

- ***5*** femmes porteuses de fistules uro-génitales ont bénéficié d'une chirurgie réparatrice (4 à l'Hopital de de Panzi et 1 au Centre Hospitalier de Bulenga)

- **113** accouchements réalisés (88 au Centre Hospitalier de Mulamba et 25 au Centre Hospitalier de Bulenga), avec 41 césariennes réalisées en urgence dont 66% étaient des cas référés.

- **175** patients traités en ambulatoire (124 au Centre Hospitalier de Bulenga, 45 au Centre Hospitalier de Mulamba, 1 à Luhwindja et 5 à Kamituga), pour différentes pathologies dont le paludisme simple, suivi d'infections pulmonaires aiguës, de plaies traumatiques et de parasitoses intestinales et infections uro-génitales constituent la majorité des cas.

- **106** patients pris en hospitalisation (49 au Centre Hospitalier de Bulenga, 56 au Centre Hospitalier de Mulamba et 1 cas de grossesse des suites d'un viol compliquée d'anémie à Kinshasa).

- **2** patientes ont été référées de Nyangezi à l'Hôpital de Panzi pour une prise en charge chirurgicale de prolapsus génital compliqué d'infection urogénitale.

* Dans le cadre de la Journée Internationale de Lutte contre la Fistule Obstétricale, commémorée chaque 23 Mai, le programme Fistule de l'HGR Panzi a organisé une conférence de presse. Cette année, la journée a été célébrée sous le thème "Mettre fin aux inégalités de genre, aux inégalités en matière de santé, Mettre fin à la fistule obstétricale".

* Situation COVID-19: au 24 Mai, la RDC a enregistré 156 nouveaux cas, atteignant ainsi 2297 cas confirmés, avec 337 guéris, 67 décès, 1245 en bonne évolution et 648 cas non stabilisés. 12 de ces nouveaux cas sont de la province du Sud-Kivu. Face à cette évolution vertigineuse des cas positifs, il est impérieux de renforcer la conscientisation communautaire pour le respect strict des mesures barrières qui demeure la clé de la riposte.

PILIER PSYCHOSOCIAL

- **265** nouveaux cas ont été pris en charge par le pilier psychosocial dans les 3 One Stop Centers.
- **76** patients sont venus au rendez-vous pour compléter les services de prise en charge psychosociale,
- **57** cas sont des survivant.e.s de violence sexuelle parmi lesquels **15** sont des mineurs.
- **13** cas de prolapsus et **4** cas de fistules ont été également pris en charge.
- **15** survivant.e.s ont été déchargés après rétablissement de leur équilibre émotionnel.
- **10** séances d'écoute active et **51** visites à domicile ont été effectuées par des psychologues et Assistant Psycho-sociaux auprès d'enfants des 2 centres de rattrapage scolaire de Luhwindja et Kamituga,
- **29** enfants ont été visités à leurs domiciles par les agents psychosociaux du projet « Les Enfants de Panzi et d'Ailleurs »,
- **2** séances de sensibilisation des staffs, patients et membres de familles des enfants bénéficiaires du projet « Les Enfants de Panzi et d'Ailleurs » sur le Coronavirus et les règles d'hygiène à observer pour éviter la contagion,
- Rédaction et actualisation de deux modules de formation sur la prise en charge psychosociale des enfants ayant subi des violences sexuelles et les techniques de prise en charge psychologique,
- Réalisation d'un atelier de jours sur l'harmonisation des outils de prise en charge psychosociale entre les psychologues et APS des 3 One Stop Centers (Panzi, Mulamba et Bulenga), mais aussi ceux des autres projets de la Fondation Panzi intervenant dans le domaine de la santé mentale

PILIER JURIDIQUE ET LEGAL

Un total de **268** cas en demandes d'assistance ont été reçus par le pilier légal parmi eux ; **51** cas de violence sexuelle, **213** cas de violence basée sur le genre **et 4** cas fonciers. Ainsi, les dossiers de violences sexuelles ont été attribués aux avocats pour étude, constitution des éléments du dossier, rédaction des plaintes et suivi judiciaire. Quant aux dossiers conciliés ; **48** dossiers ont été clôturés par conciliation des parties en litige.

- **Le suivi judiciaire** a fait l'objet de **43** dossiers régulièrement suivi devant les instances judiciaires compétentes tant civiles que militaires (Polices, Parquets, Auditorats, Cours et Tribunaux)

- **A Bukavu,** **9** dossiers de violence sexuelle ont été suivis en plus d'une femme accompagnée au tribunal pour enfant pour répondre à une invitation du président du tribunal dans un dossier sur la garde de l'enfant. D'autres dossiers ont été suivi.

- **A Uvira,** **12** dossiers ont été régulièrement suivi en justice

- **A Shabunda**, **5** dossiers introduits en justice au niveau du parquet et au tribunal pour enfant

- **A Idjwi nord,** **3** dossier ont été introduit en justice

- **A Idjwi-Sud** **5** dossiers ont été suivis

- **A Mwenga,** **4** dossiers ont été suivis

- **A Bulenga,** **5** détenus dans **4** dossiers ont été transférés du cachot de la police de Minova vers le parquet de grande instance de Kavumu.

- Pour ce qui est de la **sensibilisation communautaire**, **26** séances de sensibilisation ont été réalisées en vue d'une information de la communauté sur des thématiques de droit avec la participation de **721** personnes dont 276 hommes, 411 femmes, 12 filles et 22 garçons et 20 ménages touchés par des sensibilisations de porte à porte. **Les thèmes abordés** furent l'héritage ; l'enregistrement des enfants à l'Etat civil ; l'excitation des mineurs à la débauche ; les avantages du mariage civil et les conséquences du mariage précoce, les formes de VS ; les conséquences de l'union libre et présentation de la CJ, ses activités et ses services ; que faire après le viol.

- Au suivi judiciaire s'ajoute les sensibilisations faites par **des émissions radiodiffusées** en vue d'atteindre un plus grand nombre des personnes; ainsi **19** émissions ont été produites, diffusées et/ou rediffusées dans l'axe Idjwi nord à la radio Obuguma ; dans l'axe Uvira à la radio le messager du peuple ; dans l'axe Shabunda à la radio Mutula et dans l'axe Kamituga à la radio Salama, dans l'axe Luvungi à la radio Flash FM, dans l'axe Idjwid-Sud à la radio Kalinga ; dans l'axe Kaziba à la radio umoja et dans l'axe Bukavu à la radio Maendeleo et Mama radio sous les thèmes : la présentation et fonctionnement de la CJ ainsi que les rôles des acteurs ; les droits d'héritage de la femme congolaise ; la prise en charge holistique, model de Panzi ; le one stop center de le Fondation Panzi ; sur la clinique juridique et ses activités ; les formes de VS ; la gestion commune des biens du ménage et les généralités sur les VS et les VBG selon la législation congolaise.

PILIER REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE

La réinsertion socio-économique reflète les activités d'entrée en phase de développement pour ces femmes ayant subis des violences de tous genres et ayant été suivies en phase d'urgence au sein des 3 autres piliers.

Prise en charge en transit

Les activités de prise en charge en hébergement transitoire qui renferme les activités sociaux (l'intégration sociale, initiation à la découverte de l'univers) les activités psychosociales avec différentes approches de masse, des services médicaux, des services de protection (hébergement, octroi du kit d'hygiène, alimentation) etc., ont été organisées en faveur de 30 personnes dont 13 bénéficiaires directes 7 dépendants dont un nouveau-né et 10 enfants non accompagnés.

Une fille de 14 ans a accouché un enfant au courant de ce mois. Signalons que la fille avait d'abord refusé l'enfant mais avec appui du service psychologique la fille a fini par accepter son enfant.

Ils ont tous bénéficié d'une alimentation équilibrée et saine, et un encadrement social, par les encadreurs, et des kits d'hygiène leur ont été offerts.

Apprentissage

Comme dit dans le précédent rapport, les activités du département d'apprentissage sont toujours suspendues sur base de la communication rendue public du président de conseil d'administration de la Fondation Panzi, Professeur Dr Denis Mukwege, dans le cadre de la mise en application des mesures de prévention de la maladie de COVID 19, tel que décrétés par le président de la République Démocratique du Congo, Felix Antoine Thisekedi.

Signalons que le service d'alphabétisation au CH Bulenga et au CH Mulamba continuent avec le respect strict des mesures barrières. Les services sont organisés tour à tour avant et après midi.

Production et promotion

Mutuelle de solidarité (MUSO)

Nous avons organisé des suivis pour 146 mutuelles de Solidarité, dont 2 dans l'axe kaziba, 24 dans l'axe Plaine de la Ruzizi, 21 à Bulenga, 33 dans l'axe Kavumu, 43 dans l'axe Mulamba, 23 Luhwinja,

Le constat est que les activités des MUSO (les cotisation, l'octroi des crédits mutuelle, le remboursement, l'assistance solidaire etc.) ont été affectées par la situation de la pandémie COVID. Les cotisations, les remboursements, ne fonctionnent pas convenablement.

La situation financière se présente de la manière suivante : au total la caisse verte a présenté un montant de 5403 000FC en plus du remboursement des crédits antérieures de valeur de 2 204900FC. Ils ont octroyé un crédit de 7 068 500FC à 111 personnes dont 96 femmes y compris les 5 PA et 15 hommes.

La caisse rouge : 331 900FC a assisté 45 personnes dont 41 femmes et 4 hommes avec une valeur de 159 000FC

Certaines MUSO ont déjà initié des projets de vie comme la MUSO TUNZA qui a opté pour l'élevage des chèvres, elle a 5 chèvres dont 2 petits. Les MUSO de kaziba ont opté pour un projet de l'agriculture.

Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC)

Nous avons remarqué pendant nos missions de suivi qu'il n'y a pas eu des nouvelles AVEC mais les cotisations des membres des anciennes se sont poursuivies :

Ainsi 18559 parts sont achetées pour une valeur de 17277 $USD, moins les remboursements de la période. Ils se sont octroyé 348 Crédits pour une valeur de 11736 $USD

Centre Nobela (Point de production et de vente)

Les femmes actrices de centre Nobela poursuivent avec la fabrication des masques pour la lutte contre le Covid -9 sous la supervision des formatrices. Un partenaire vient de préciser sa collaboration dans le cadre de lutte contre le COVID 19, par le renforcement de capacité de cette production avec l'approvisionnement des équipements, (machines) et autres intrants ainsi que le paiement de ces femmes productrices.

Les 5 points de production et de vente, appelés communément centre Nobela, se sont lancé dans la production des masques pour la prévention de la transmission de COVID à Bukavu. Notons que les ateliers de kamituga produisent aussi des masques pour une organisation de la place.

Activité Génératrice de revenus (AGR)

Les parents qui ont reçu les subventions ont été visités aussi, et nous avons trouvé que les activités continuent, 60% des bénéficiaires (soit 18 sur 30) remboursent sans difficultés les fonds dans leurs groupes (MUSO)

Nous avons suivi 39 AGR des bénéficiaires dans différents axes, et avons sensibilisé 78 personnes sur la nécessité de l'épargne et le respect des mesures barrières.

Quelques constant sont sortis lors de notre suivi :

-Nous avons remarqué que les AGR des bénéficiaires sont visibles.

- Une maman a vendu un porc à 150$ et a renforcé son AGR de vente des boissons.

-Les ateliers des bénéficiaires connaissent un sérieux problème par suite de la faible clientèle observée actuellement à la suite du confinement

-Pour l'atelier de fabrication de savon à Kamituga on observe une rareté des matières premières (saponification)

-Dans la plaine de la Ruzizi, la fermeture des frontières de Rwanda et Burundi affecte les activités génératrices de revenus des bénéficiaires.
-Le centre Nobella de Kaziba a fourni des vivres à la Maison DORCAS à raison de 102 kg d'aubergine, 63 kg d'oignons et 147.5 kg de choux.

Production agro-pastorale

Dans les trois axes ou la technique production agricole est pratiquée, la situation se présente de la manière suivante pour ce mois :
Nous avons mené des sensibilisations sur les Violences basées sur les Genres et autres violences dont la femme est victime et également animé la population locale sur la vision, mission, objectifs et valeurs de la Fondation Panzi

Axe Nord : Katana - Kalehe
Le mois de mai a été consacré aux activités deuxième sarclage ; début récolte des haricots, drainage, semi tomate, formation en champ-école, début fixation de tutaires sur les pacifloracées, Formation des bénéficiaires sur la gestion des muso et les visités à domicile de quelques bénéficiaires ainsi que leurs champs à Biyenga dans le groupement de Luhihi, Chahoboka dans le groupement d'Irambi Katana et Kankule dans le groupement de Bugorhe.

Axe Sud : Plaine de la Ruzizi
Pour cette période dans la plaine de Ruzizi, nous avons été dans les activités traitement ou pulvérisation dans le cadre de la lutte phyto sanitaire sur l'exploitation de 50 ha emblavés en faveurs de 250 bénéficiaires. Il s'agit de sites, kamanyola, katogota, Luvungi et Bwegera.
-Suivi de 50 ha de la culture de maïs en faveur de 250 bénéficiaires après les pluies torrentielles de mois d'avril 2020.

Axe Kaziba :
Le Mois de Mai a porté sur la Récolte des cultures Maraichères (Oignons et Aubergines), le labour et Deuxième labour, le premier sarclage de haricots, le semis des amarantes légumes, la Distribution des semences de repiquages (Choux et Pruniers) ; en fin Eu égard des activités effectuées tout au long du mois, nous sommes arrivé **aux Résultats** suivants :
055 mètres sur 65 mètres labouré,
0130 KG d'oignons 112 KG d'Aubergines récolté. Du point de vue répartition,
1° Oignon, sur 130 KG, nous avons vendu à crédit 80 KG aux internés de la Maison Dorcas et 30 KG à 6 Agents de la Fondation Panzi. Nous avons trouvé que l'oignon a une rentabilité positive.
2° Aubergines, sur 112 KG, 65 KG est partis en crédit aux internés de la Maison Dorcas et 27 KG a été vendu localement.
0600 plants de choux et 150 plants de pruniers distribués à 6 Bénéficiaires,
03000 a été sarclé chez le Haricot.
80% des bénéficiaires dispose le compostage

Amélioration de l'habitat

Dans cette thématique de l'amélioration de l'habitat des bénéficiaires qui stipule la construction de 42 maisons dont 9 (kavumu) ; 18 (katana) ; 15 (kalehe), est en cours d'exécution. Le mois de mai a été consacré sur les 9 Maisons de l'axe Kavumu.

Protection de l'enfance

Comme dit dans le rapport de la semaine passée, les activités de protection de l'enfance dont les CRS, la prise en charge à l'aire de jeux, la scolarisation des élèves, sont suspendues du fait de la maladie au Covid 19.
Toutefois, 16 enfants dont 10 enfants non accompagnés et 6 dépendants des bénéficiaires des services de la Maison DORCAS, sont confinés et continuent à recevoir des services leurs appropriés à la Maison Dorcas à travers la psychologue, l'assistante sociale ainsi que l'infirmière.
Signalons qu'un espace pour l'encadrement de ces enfants est disponible à la Maison DORCAS. Les enfants sont toujours à la maison.
Nous avons organisé des visites dans les familles des enfants pris en charge dans les deux CRS, à Luhwinja et kamituga, nous avons trouvé quelques enfants en train d'aider les parents avec les travaux de la maison. Mais un constant malheureux est que certains enfants ont retourné dans les carrés miniers.
Les parents qui ont reçu les subventions ont été visités aussi, et nous avons trouvé que les activités continuent, 60% des bénéficiaires (soit 24 sur 30) remboursent sans difficultés les fonds dans leurs groupes (MUSO)

Equipe de communication:

Redaction:
Bernardin SEBAHIRE
John ACHIZA
Maud-Salomé EKILA

Conception et mise en page
Maud-Salome EKILA

Images:
Daniel MUSAKA
Ston BIRINDWA
Arsène LWABANJI
Bernardin SEBAHIRE
John ACHIZA
Maud-Salomé EKILA